

PsyEN-EDO

Les personnels n'acceptent toujours pas la casse de leur statut et l'avenir incertain

Résister, revendiquer, se réunir et agir !

Passer de COP à PsyEN-EDO n'est pas sans conséquences directes. C'est pourquoi FO s'y est toujours opposée. Mais les faits sont les faits, il s'agit aujourd'hui de résister face au rouleau compresseur de la loi promulguée le 5 septembre 2018 qui valide le transfert des DRONISEP et de ses personnels aux Régions. Il s'agit de revendiquer le maintien des CIO avec ses personnels sous le statut de fonctionnaire d'Etat. Une nouvelle fois les organisations syndicales se sont réunies le 13 septembre pour poursuivre la mobilisation, une tribune de presse, une pétition, un communiqué en sont issus.

FO condamne la loi qui transfère l'orientation et en demande l'abrogation

FO propose l'action y compris la grève
Sous couvert de modernité, les contre-réformes s'enchaînent. L'ultra-libéralisme au pouvoir fait de la France une « start-up nation » lancée à toute vitesse, ignorant dans le rétroviseur un passé fait de conquêtes sociales aujourd'hui piétinées. La loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » est un vecteur de régression sociale : le salarié construit son propre parcours individuel. Dans le privé comme dans le public, chacun est livré à son propre sort.

En cassant l'outil indispensable que sont les DRONISEP, en livrant l'orientation aux Régions, E. Philippe et J-M Blanquer ont fait un choix : basculer les personnels aux Régions, faire cadeau de l'orientation aux « start-up ». L'article 18 de la loi est clair : « La région organise des actions d'information sur les métiers et les formations aux niveaux régional, national et européen ainsi que sur la mixité des métiers et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes en direction des élèves et de leurs familles, des apprentis ainsi que des étudiants, notamment dans les établissements scolaires et universitaires. »

C'est pourquoi FO appelle les personnels des CIO, des DRONISEP à se réunir pour continuer à établir le rapport de force y compris par la grève. FO, CGT, Solidaires et les organisations de jeunesse appellent à la grève le 9 octobre. L'heure est à la défense de toutes les conquêtes sociales, des statuts, de tous les droits élémentaires aujourd'hui menacés.

Les PsyEN-EDO ne sont pas seuls, ils peuvent s'appuyer sur la mobilisation des personnels des établissements scolaires touchés comme eux par les contre-réformes qu'ils refusent. Les professeurs, les CPE ne veulent pas comme le prévoit la loi devenir des enseignants ou CPE « formés » à l'orientation. Ils veulent garder les spécialistes que sont les PsyEN-EDO. Les professeurs et les CPE veulent garder leurs missions et non prendre au nom de la modernité et de la polyvalence des tâches qui ne sont pas les leurs.

FO condamne un plan libéral pour une Ecole libérale au service du libéralisme et de l'exclusion scolaire. Les PsyEN-EDO sont les premiers touchés.

Cette individualisation des droits se généralise dans le privé comme dans le public. Dans le cadre du « programme Action publique 2022 », la volonté gouvernementale d'étendre l'individualisation de la rémunération et les recrutements précaires n'a pour finalité qu'une casse des droits et cadres statutaires. La fin du statut n'est rien d'autre que la destruction d'un cadre protecteur, à laquelle Force Ouvrière s'oppose avec la plus grande fermeté, rappelant qu'il est de l'intérêt général de défendre la Fonction publique et ses agents comme l'un des piliers de notre République. Les PsyEN-EDO en font partie. FO est là pour les défendre avec détermination. S'associant aux initiatives de l'intersyndicale, FO entend aussi de façon indépendante porter les revendications et la défense des CIO, ONISEP, DRONISEP et de ses personnels au plus haut niveau.

La Fédération générale des fonctionnaires FO a saisi le Premier ministre sur la réforme territoriale puisque les recteurs de régions ont vocation à décider les regroupements d'académies, les mutualisations de service et donc de l'implantation ou non des CIO.

Le SNFOLC saisit, avec sa fédération la FNEC FP-FO et sa confédération, le Premier ministre et le ministre de l'Education nationale.



Le 9 octobre
Mobilisation interprofessionnelle
Grève et manifestations

La FNEC FP-FO a déposé un préavis de grève